

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/76/Corr.1  
23 janvier 2003

(03-0378)

---

Conseil général  
15 octobre 2002

## RAPPORT DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 15 octobre 2002

### Corrigendum

#### Point 1, paragraphe 8

Le paragraphe 8 doit se lire comme suit:

La représentante de l'Argentine a dit que l'Argentine s'était ralliée au consensus qui venait d'approuver l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine, et a félicité le pays et ses autorités pour son admission dans l'Organisation. L'Argentine se félicitait des engagements pris par le nouveau Membre, notamment les engagements selon lesquels il n'accorderait pas de nouvelles subventions à l'exportation et il éliminerait toutes celles qu'il avait pu accorder jusqu'à présent. Toutefois, l'Argentine estimait nécessaire de faire enregistrer sa position concernant la décomposition des lignes tarifaires pour les fromages et certaines boissons alcooliques figurant dans la Liste des marchandises de l'ex-République yougoslave de Macédoine, n° CLIV, document WT/ACC/807/27/Add.1, Partie I-A (c'est-à-dire les lignes du SH qui commencent par les six chiffres suivants: 04 06 40; 04 06 90; 22 04 10; 22 04 21; 22 04 29 et 22 08 20) et qui étaient alors différenciées en fonction de l'origine ou du nom de la région. La représentante de l'Argentine avait fait la déclaration suivante à cet égard: l'Argentine considérait que cette nouvelle forme de classement tarifaire n'était pas prévue dans l'actuelle Nomenclature du système harmonisé, qui tenait compte exclusivement de la nature et des caractéristiques objectives spécifiques de l'ensemble des marchandises classées, sans faire de différence sur la base de l'origine. Pour l'Argentine, les marchandises incluses dans ces lignes tarifaires de la Liste de l'ex-République yougoslave de Macédoine étaient, dans chaque cas, des produits similaires au sens du GATT de 1994 et des autres instruments pertinents de l'OMC, notamment de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Tout droit différentiel que l'ex-République yougoslave de Macédoine souhaiterait appliquer à l'avenir aux produits argentins dans le cadre de cette classification serait considéré comme une violation de l'article I:1 du GATT de 1994. Le fait que l'Argentine avait approuvé l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine ne saurait être interprété comme constituant un précédent d'acceptation d'une décomposition de ce genre des lignes tarifaires dans les autres négociations en cours en vue de l'accession.

---